

PERSPECTIVES

Pourquoi il n'est pas encore temps de mettre un frein sur les actions indiennes

Mars 13, 2018

Les actions indiennes ont atteint des sommets depuis le début de l'année, et certains investisseurs des marchés émergents pourraient se sentir d'humeur un peu plus circonspecte. Malgré ce recul des actions, Sukumar Rajah, premier directeur général et directeur de la gestion de portefeuille au sein de Franklin Templeton Emerging Markets Equity, pense qu'au vu du contexte actuel économique, combiné à certains facteurs locaux, cela pourrait rendre le marché boursier indien encore plus intéressant qu'auparavant.

Il y a de nombreuses raisons de se montrer sceptique quant aux perspectives qu'offrent les actions indiennes, mais nous restons résolument positifs au vu des perspectives de croissance attrayantes de l'Inde. La croissance économique moyenne de l'Inde, estimée à 7,3 % en moyenne^[1] pour la période 2018-2022, indique que le rythme de croissance du pays ne donne aucun signe de ralentissement.

Nous constatons que l'économie indienne parvient à se débarrasser des effets négatifs de la récente vague mondiale de ventes d'actions, de la taxe sur les biens et services instaurée en 2017 et de la démonétisation mise en place à la fin 2016. Ces développements avaient temporairement affecté les industries et les chaînes d'approvisionnement à forte concentration de trésorerie, surtout les petits commerçants approvisionnant les grandes entreprises manufacturières, car ils avaient du mal à remplir les conditions administratives requises.

Comme il est probable que ces effets s'estompent, nous pensons qu'il y a davantage de marge d'appréciation pour les actions indiennes. En dépit de quelques sorties de capitaux liées à la vague mondiale de ventes d'actions et au scandale de la Punjab National Bank (PNB), nous estimons que le contexte démographique favorable de l'Inde pourrait asseoir la croissance du marché des actions, surtout pour les grandes capitalisations.

Facteurs intérieurs

La demande intérieure constitue désormais la plus grande partie de l'économie indienne, alimentée par une classe moyenne en plein essor.

Ce n'est pas la première fois que nous constatons cet élan de la classe moyenne et ce ne sera pas la dernière : l'accroissement de la population n'en est qu'à ses débuts, et certaines estimations prévoient qu'elle double de taille au cours des huit prochaines années.^[2]

Nous pensons que des facteurs macroéconomiques et démographiques favorables devraient favoriser la croissance des revenus, ce qui contribuerait à stimuler davantage la demande intérieure. Nous pensons aussi qu'il est probable que l'épargne augmente. On peut s'attendre à ce que les entreprises du secteur de la consommation cyclique prospèrent, soutenues par la croissance de la classe moyenne indienne, les consommateurs étant désireux de moderniser certains articles tels que les voitures, les bijoux et les vêtements de créateurs. Ainsi, la mise à niveau d'articles non essentiels comme les climatiseurs et les gadgets électroniques pourrait devenir une priorité pour les consommateurs, à mesure que le revenu disponible augmente.

Compte tenu de l'augmentation des revenus disponibles au sein de la classe moyenne croissante du pays, nous prévoyons une hausse de la demande de crédit et de services d'investissement. À ce titre, nous discernons des possibilités d'investissement dans le secteur de la banque de détail privée, puisque les banques du secteur public ont mis l'accent sur l'amélioration de la qualité des actifs, ce qui a limité leur capacité concurrentielle sur le marché de détail.

Les banques d'État se sont retrouvées pénalisées par la dette et le prétendu scandale de la PNB, ce qui a mis en évidence les lacunes en matière de gestion des banques d'État. De réelles améliorations dans les banques du secteur public sont toujours attendues, ce qui est susceptible d'accélérer le transfert de la part de marché vers les banques privées. Nous pensons que les investisseurs se rendent compte que la solidité des bilans et l'adoption des progrès technologiques pourraient aider ces dernières à augmenter encore leur part du marché.

De même, la classe moyenne a stimulé la demande de logements de meilleure qualité, ce qui devrait être positif pour les constructeurs et les sociétés de gestion immobilière, généralement positionnées dans la zone des moyennes et grandes capitalisations du marché boursier indien.

Les changements réglementaires mis en œuvre en mai 2017 ont commencé à transformer le secteur du développement immobilier, mais cela ne devrait pas s'arrêter là.

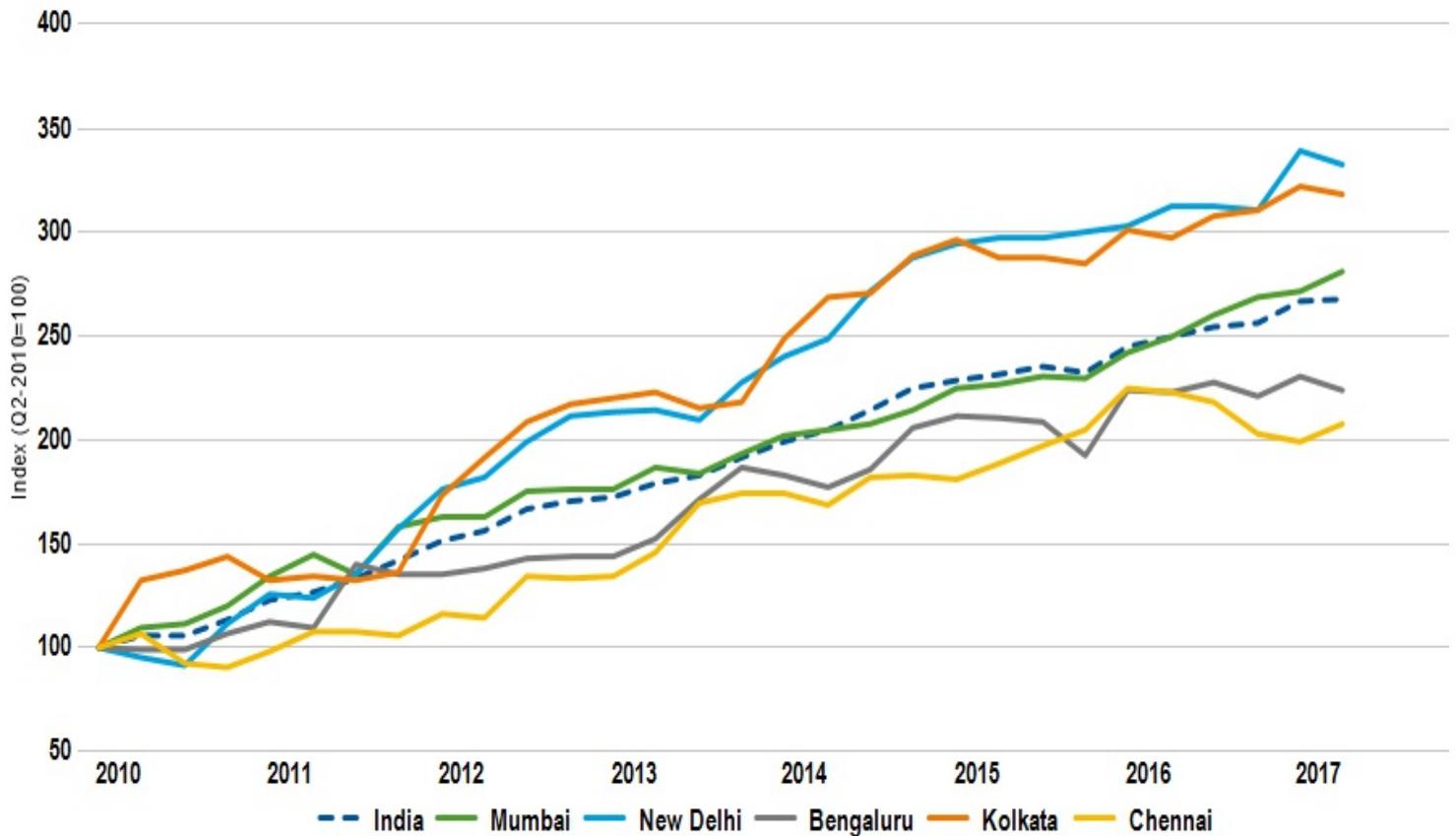
Dans le budget de l'Union pour 2018-19 présenté en février, le ministre des Finances Arun Jaitley a suggéré qu'un fonds pour le logement abordable viserait à fournir des logements pour tous d'ici 2022 et à permettre un meilleur accès aux grandes villes grâce à la disponibilité de propriétés urbaines.

Cette initiative nous paraît être la bienvenue, mais nous pensons que le gouvernement a laissé la porte ouverte à un soutien de la classe moyenne urbaine. Cela étant, si des mesures d'incitation supplémentaires étaient mises en œuvre, elles pourraient accélérer la construction de logements urbains et stimuler la croissance de l'emploi semi-qualifié.

House Prices Have Soared in Major Cities

India - House Price Index

From Q2-10 to Q3-17



Source: FactSet, Reserve Bank of India. Important data provider notices and terms available at www.franklintempletondatasources.com.

Pour autant, nous nous attendons encore à une reprise des dépenses d'investissement (capex), notamment dans le secteur immobilier indien. Nous observons depuis un certain temps une tendance à la baisse des dépenses d'investissement, mais la demande croissante de logements et de biens de meilleure qualité devrait entraîner un rebond.

Le gouvernement a également annoncé qu'il réintroduirait un impôt de 10 % sur les gains en capital à long terme, et que celui-ci s'appliquerait à toute vente d'actions supérieure à 100 000 roupies. Ce changement ne devrait pas susciter de réaction impulsive au niveau des actions indiennes en raison de la clause qui exonère les ventes de cette taxe jusqu'au 31 janvier 2018.

À notre avis, le marché boursier indien va poursuivre son évolution, car il s'ajuste aux effets du budget de l'Union. Malgré certaines réticences des investisseurs à l'égard du marché boursier indien, nous pensons qu'une combinaison de facteurs macroéconomiques et démographiques favorables pourrait permettre une hausse des valorisations.

Les commentaires, opinions et analyses du présent document sont exclusivement ceux de l'auteur et sont communiqués à titre d'information uniquement ; ils ne sauraient être considérés comme un conseil d'investissement individuel ou comme une recommandation d'investir dans un quelconque titre ou d'adopter une quelconque stratégie d'investissement. Les conditions économiques et de marché étant susceptibles d'évoluer rapidement, les commentaires, opinions et analyses sont valables à leur date de publication et peuvent changer sans préavis. Les présentes ne constituent pas une analyse exhaustive de tous les aspects importants d'un pays, d'une région, d'un marché, d'un secteur, d'un investissement ou d'une stratégie.

Recevez directement toutes les perspectives de Franklin Templeton Investments. Abonnez-vous au blog « Mes aventures dans les pays émergents ».

Pour recevoir des informations abrégées sur l'investissement, suivez-nous sur Twitter @FTI_emerging et sur LinkedIn.

Quels sont les risques ?

Tout investissement comporte des risques, notamment celui de ne pas récupérer le capital investi. Les cours des actions fluctuent, parfois de manière rapide et spectaculaire, en raison de facteurs affectant certaines entreprises, des industries ou secteurs particuliers ou la conjoncture générale du marché. Les investissements à l'étranger comportent des risques spécifiques, comme les variations des taux de change, l'instabilité économique et l'évolution de la situation politique. Ces risques sont supérieurs pour les investissements sur les marchés émergents, auxquels s'ajoutent les risques liés à la plus petite taille de ces marchés, à leur liquidité inférieure et à l'absence de cadre juridique, politique, commercial et social propice aux marchés boursiers.

[1] Source : Perspectives économiques de l'OCDE, Inde, novembre 2017. Rien ne garantit que les estimations, prévisions ou projections se réalisent.

[2] Rien ne garantit que les estimations, prévisions ou projections se réalisent.